

TROISIÈME JOUR

J'ai perdu la confiance que je plaçais dans nos institutions judiciaires en circulant dans ses couloirs, ceux du 36, quai des Orfèvres, à Paris, au siège de la direction de la police judiciaire.

J'y consultais le dossier d'une perquisition effectuée le 15 juin 2004 à Levallois-Perret, en région parisienne, contre un groupe suspecté d'accointances avec des mouvements terroristes. Un acte judiciaire comme tant d'autres, mais aux implications à peine croyables. Car ce jour-là, pour la première fois depuis que des enquêtes sont diligentées en Europe contre Al-Qa'ida et ses dirigeants, un militant islamiste était appréhendé en possession d'un document à l'en-tête de l'IIRO, ou *International Islamic Relief Organisation*. Bien sûr, Sieglinde, ce nom ne vous dit rien, mais croyez bien que ce fut là un événement majeur pour la plupart des enquêteurs travaillant à travers le monde sur le financement du terrorisme islamiste, du moins au début, dans les heures qui ont suivi,

quand le bruit s'est répandu, quand tout semblait possible. Enfin le sentiment gagna que nous touchions au but. Enfin, cette association « caritative » saoudienne citée dans des dizaines d'interrogatoires, mentionnée dans des centaines de rapports de services de renseignements, nommément désignée dans diverses procédures judiciaires comme étant l'une des plus anciennes et des plus importantes sources de soutien à Oussama bin Laden, enfin l'IIRO pourrait être directement mise en cause dans un État de droit.

Elle était maintenant accrochée dans un pays – le nôtre – disposant de tout l'arsenal législatif pour contraindre ses responsables et ses bienfaiteurs à dévoiler les mécaniques secrètes par lesquelles ils entretiennent et stimulent le *jihad* à travers la planète depuis près de vingt-cinq ans¹. Une victoire dont naturellement auraient dû se féliciter ces magistrats antiterroristes français que le monde nous envie. Je me les imaginais comme des adolescents héros d'un film d'horreur très quelconque, nuitamment isolés dans une maison entourée de marécages, se réjouis-

1. Des chercheurs considèrent que l'IIRO avait pour principal objet, dès sa fondation, de financer l'acheminement des moudjahidin en Afghanistan, en 1979. Ainsi, l'universitaire Abderrahim Lamchichi estime-t-il que le bureau des services (Maktab al-Khadamât), d'où Oussama bin Laden et Abdullah Azzam planifièrent le *jihad* contre les Soviétiques, n'était lui-même qu'une simple émanation de l'IIRO ; voir *Islamisme politique*, L'Harmattan, 2001, p. 82.

sant au moment où ils comprenaient que le sanguinaire tueur en série qui les traquait depuis le début du week-end, un pervers polymorphe aux dents jaunes, venait de tomber dans leur piège de boycotts. Je voyais d'ici mon Jean-Louis Bruguière lançant le cri de guerre des *Scoubidou*, bombardant ses amis de SMS hystériques avant de s'offrir une virée magistrale à l'*Aréa* – rue des Tournelles à Paris – où une nuit je crus entendre un remix de Karen Chéryl sur une rythmique des Troublemakers.

Évidemment nos juges ne devaient pas ignorer l'exacte portée des charges pesant contre l'IIRO, même les instances internationales les avaient largement confirmées. Le 2 décembre 2003, le groupe de l'ONU chargé du suivi des sanctions contre les Talibans et Al-Qa'ida avait remis au Conseil de sécurité son deuxième rapport annuel¹, un document officiel accablant, qui consacre de larges passages au financement des activités terroristes d'Oussama bin Laden par des organisations dites « caritatives ». Dans leur rapport, les experts de l'ONU présentent l'IIRO comme la plus importante association islamique officiellement dédiée aux activités charitables qui s'est parallèlement investie dans le soutien à Al-Qa'ida (la

1. *Second report of the monitoring group, pursuant to resolution 1363 (2001) and as extended by resolutions 1390 (2002) and 1455 (2003) on Sanctions against Al-Qa'ida*. Rapport du groupe présidé par Michael Chandler.

plupart des autres associations accusées de liens avec Al-Qa'ida sont de taille plus modeste).

Fondée en 1978 et basée à Djedda en Arabie Saoudite¹, l'IIRO est longtemps passée pour l'une des plus vénérables œuvres de charité saoudiennes, au point que son secrétaire général, Adnan bin Khalil Pasha figure régulièrement dans la chronique des affaires internationales du royaume – comme ce 22 juillet 2003, lorsqu'il reçut le ministre somalien en charge de la réconciliation nationale, venu le remercier pour tous les programmes dirigés par l'IIRO en Somalie (l'une des terres de prédilection d'Al-Qa'ida en Afrique). Sieglinde, si vous voyagez un peu dans l'hémisphère Sud, vous croiserez sans doute l'une de ces soixante représentations internationales – installées du Pakistan au Soudan, de la Somalie à l'Indonésie – ajoutées à sa centaine de succursales dans les autres villes d'Arabie Saoudite et du Golfe.

À l'opposé du dynamisme humanitaire qu'il revendique, le rapport de l'ONU énumère clairement les preuves de la duplicité de ce réseau qui reçoit des

1. À l'heure où je vous écris, Sieglinde, l'IIRO a toujours pignon sur rue, à l'adresse suivante : p.o box 1285, Djedda 21432. Son numéro de téléphone, tel qu'il apparaît dans l'annuaire saoudien (966 2/ 651 5411) est toujours en fonctionnement. La société financière Sanabil al-Khair, chargée de gérer une partie de ses fonds, est toujours en activité. Seul le site web de l'IIRO a été désactivé (autrefois développé par un cabinet en communication proche de la famille royale, le Saudi Research and Marketing Group, établi à Riyad).